



DECLARATION LIMINAIRE CTREA DU 15 NOVEMBRE 2021

L'enseignement Agricole Public toujours à la traîne et à la peine...

Depuis mars 2020, nous traversons une crise sanitaire sans précédent qui-frappe de plein fouet le système éducatif. Elle a creusé les inégalités sociales, amplifié les risques psycho-sociaux et entraîné une dégradation des conditions de travail et d'apprentissage... A l'heure où l'Education Nationale débloque des moyens supplémentaires, certes en deça des besoins (1500 ETP supplémentaires sous forme d'heures supplémentaires et 700 ETP de surveillants), **TOUJOURS RIEN** pour l'Enseignement Agricole Public. Injuste, inacceptable et scandaleux !

Nos élèves, étudiant.es, apprenti.es et stagiaires méritent eux aussi d'être accompagné.es. L'ensemble des personnels mérite d'être soutenu et d'avoir les moyens de répondre efficacement aux besoins pédagogiques liés à la crise sanitaire qui perdure... Malgré l'urgence de la situation et l'importance des enjeux, notre administration continue à briller par son absence. Nous exigeons un budget ambitieux et une politique volontariste pour sortir de cette impasse... Le compte n'y est vraiment pas! Les choses vont de mal en pis : envisager de « gratter » sur l'enveloppe des heures d'individualisation ou sur le volant d'heures d'EIE pour pallier la suppression des HSE Covid est inadmissible!

Quid de la rentrée scolaire 2022 en Occitanie ? Un manque d'ambition, des contours flous, des conditions d'apprentissage et de travail qui continuent à se dégrader. A cela s'ajoutent des réformes mal pensées, précipitées, imposées d'en haut sans la concertation nécessaire (bac pro et BTSA)... La carte scolaire présentée lors de ce Comité Technique est bien maigre : les établissements ne se donneraient-ils plus la peine de solliciter l'ouverture de nouvelles structures en raison de la logique comptable qui prévaut depuis tant d'années? Les restrictions budgétaires et la politique de suppressions d'emplois dont pâtissent les élèves et la communauté éducative (enseignant.es, AED, AESH, personnels administratifs, personnels de direction...) doivent cesser sans délai : elles fragilisent les fondements même de notre système éducatif menaçant ainsi son attractivité.

De votre propre aveu, Monsieur le Directeur Régional, les moyens alloués ne permettent pas de faire face à la hausse continue des effectifs en Occitanie. Ne devez-vous pas organiser et garantir la qualité du service public rendu aux élèves, étudiant.es, apprenti.es et stagiaires ? Vous avez souligné l'effort réalisé par le ministère de l'agriculture dont le schéma d'emplois est plus modéré en 2022 mais il n'est toujours pas à la hauteur des enjeux. Nous ne sommes pas dupes : c'est de la poudre aux yeux destinée à servir la campagne électorale du président-candidat. Au final, ce seront bien les usager.es et les agent.es du service public qui payeront la facture de la crise sanitaire. Dans l'éducation comme ailleurs, celle-ci sera particulièrement élevée.

D'autres choix doivent s'opérer sans tarder, les parlementaires l'affirment également. Ainsi, parmi les préconisations du rapport de la mission d'information sur l'enseignement agricole du Sénat, celle qui recommande de: **«réévaluer et augmenter les moyens humains de l'enseignement agricole»** doit rapidement se traduire par des actes.

Monsieur le Ministre, Monsieur le Directeur régional, la confiance ne se décrète pas. Comme l'a récemment déclaré le Président de la République : *«Il en est de la confiance comme de l'amour, les déclarations c'est bien, les preuves c'est mieux»*. Les preuves de confiance sont pour l'instant bien minces... Nous ne nous résignerons pas. Nous poursuivrons inlassablement la lutte en faveur d'une politique éducative dont l'ambition est la réussite de chaque apprenant.es et la réduction des inégalités.